

LA CASSE CONTINUE ... suite

Quand s'arrêtera donc la politique de dévitalisation rampante de nos activités, dans laquelle la Direction Générale des Études (DGEI) se distingue tout particulièrement. En effet, des pans entiers de nos activités disparaissent les uns après les autres, le plus souvent d'ailleurs subrepticement.

Sans que cette liste soit exhaustive, on peut citer :

- **2002, 2004 et 2005 : «allègements» successifs des travaux de conjoncture et d'études réalisés dans le réseau** (Cf. le tract du 11/07/2005 «Haro sur les travaux de conjoncture» accessible, comme toutes nos publications, sur notre site Internet)
- **Avril 2006** : annonce par la Banque du **non déploiement du projet EVCLI dans les 96 succursales départementales**, ce qui se traduira par la prochaine quasi disparition de leurs activités comptables (Cf. notre tract du 20/02/2006 «la casse continue»)

Un pas supplémentaire dans le **sabotage méthodique des enquêtes de conjoncture** vient d'être tout récemment franchi **avec la nouvelle édition de l'Instruction sur les travaux de conjoncture**. À la lecture de cette circulaire publiée du 14 avril 2006, nos collègues du réseau sont en train de découvrir, avec stupeur et inquiétude, une évolution présentée comme anodine mais lourde de conséquences :

- forte réduction du nombre de cas dans lesquels il est demandé un commentaire à l'appui des notations chiffrées des enquêtes de conjoncture,
- allègement sensible de ces commentaires, qui peuvent même se limiter à une simple mention !

Cette perte de qualité de nos travaux, à nouveau programmée en catimini, aura des **effets destructeurs** : fragilisation des enquêtes départementales et régionales qui vont perdre de leur fiabilité et de leur richesse, et donc dégradation de la présence de place, affaiblissement des relations avec nos informateurs et surtout, à terme, disparition de la plupart des travaux de conjoncture réalisés dans le réseau !

Nos collègues du métier 10 ne sont pas davantage épargnés avec :

- **l'annonce probable, à la fin de l'année, de la suppression des enquêtes Sésame**,
- les réflexions en cours pour asseoir Geode sur des bilans Fiben -et non plus de type 6-, ce qui pourrait signifier l'arrêt de mort de la Centrale de Bilans.

Halte à la casse de nos activités !

C'est pourquoi, lors du CCE du 20 et 21 juin, le SNABF Solidaires a vigoureusement dénoncé cette stratégie de démantèlement graduel de nos activités. Nous avons aussi demandé à tous nos élus dans les Comités d'Etablissement d'interpeller la Banque. Enfin et surtout, nous appelons le personnel à se joindre massivement aux mobilisations que nous avons déjà engagées et que nous sommes déterminés à poursuivre.

Pour la défense de nos activités mais aussi de nos retraites et de notre Statut, tous ensemble dans l'action !